

L'APD du Japon

1 Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

2 Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

3 Mise en œuvre intégrée des mécanismes d'aide de la JICA

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, de nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée du Sud, sont apparus. À l'inverse, un contexte économique et budgétaire difficile a contraint le Japon de réduire le montant de son APD.

Face à la situation internationale et à l'afflux de réformes administratives internes, le gouvernement japonais a entrepris des réformes destinées à renforcer les stratégies politiques d'APD et les systèmes de mise en œuvre dans l'objectif d'améliorer encore la qualité de son APD. Dans le cadre notamment d'une rationalisation des organismes d'exécution de l'APD, la division des Opérations économiques de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et l'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (MAE) (hormis l'aide relevant de la politique

diplomatique, directement supervisée par le ministère) ont été transférées à l'Agence, donnant naissance à la « Nouvelle JICA », le 1^{er} octobre 2008. Cette rationalisation a permis de regrouper les trois mécanismes d'aide au sein d'une même organisation et d'améliorer l'efficacité et la performance des activités de la JICA. Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

L'aide bilatérale

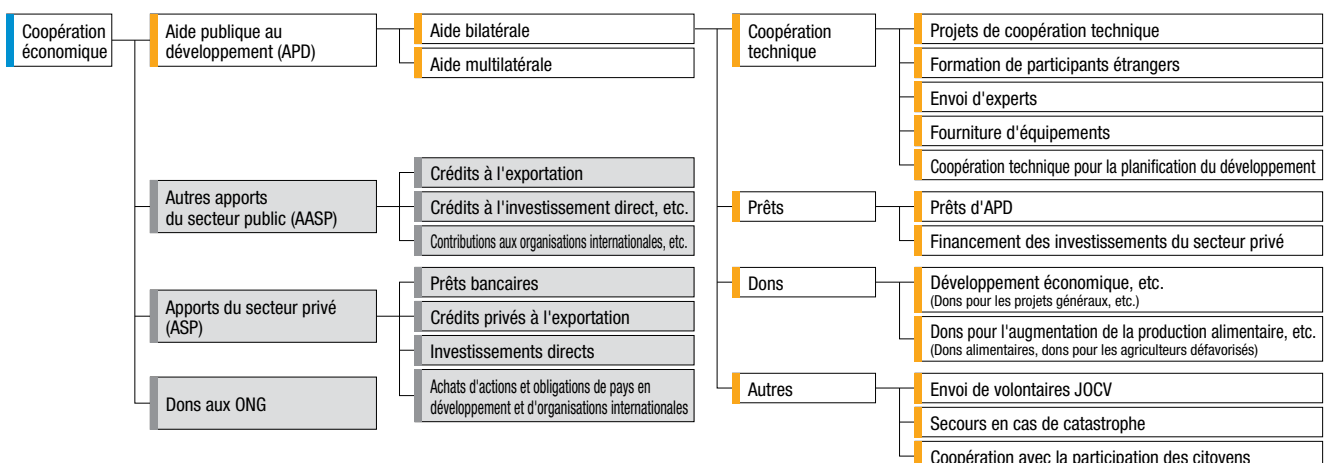
► La coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. De plus, en planifiant conjointement avec les pays partenaires des programmes d'aide répondant aux besoins locaux, la coopération technique permet de développer et de perfectionner des technologies adaptées aux conditions de chaque pays, tout en rehaussant le niveau technologique général et en mettant en place de nouveaux cadres institutionnels et organisationnels. Les pays partenaires peuvent ainsi développer leurs capacités à résoudre les problèmes et parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend la formation d'homologues des pays partenaires, l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements et la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets de travaux publics (coopération technique pour la planification du développement).

► Les prêts

Les prêts soutiennent les efforts des pays en développement pour parvenir à la croissance en fournissant à ces nations les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les principaux types d'aide sous forme de prêts sont les prêts d'APD et le programme de financement des investissements du secteur privé (PSIF). Comparativement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD permettent des financements plus importants, et sont donc surtout utilisés pour la construction d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Figure 1 Coopération économique et APD



Contrairement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés, ce qui incite le pays bénéficiaire à se concentrer sur l'importance et la priorité des projets, et à faire des efforts pour affecter et utiliser les fonds de manière aussi efficace que possible.

► Les dons

Mécanisme fournissant les fonds nécessaires pour promouvoir le développement socioéconomique, ce type d'aide n'est assorti d'aucune obligation de remboursement. Dans les pays en développement à bas revenu, les dons sont principalement utilisés pour construire des infrastructures socioéconomiques, telles que des hôpitaux et des ponts, mais aussi pour promouvoir l'éducation, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités liées à l'environnement, ce qui se traduit par une amélioration directe du niveau de vie.

L'aide sous forme de dons se divise en plusieurs catégories : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité ; les dons pour la prévention des

catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture ; les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour les agriculteurs défavorisés ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté ; et les dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix (voir page 123 pour la partie mise en œuvre par la JICA).

Les financements et contributions aux organisations internationales via l'aide multilatérale

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement qui transite par des institutions internationales financées par les pays membres. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

Tableau 2 L'APD japonaise en 2012 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Type d'aide (Année civile 2012)	Millions USD			Milliards JPY			Parts en % APD totale
	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2011/2012 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2011/2012 (%)	
Décaissements d'APD							
APD bilatérale							
Dons	3 555,36	5 037,77	-29,4	283,766	401,544	-29,3	34,1
Réduction de la dette	4,69	1 444,51	-99,7	0,375	115,137	-99,7	0,0
Dons par le biais d'organisations internationales	1 860,06	1 972,83	-5,7	148,458	157,248	-5,6	17,9
Dons excluant ce qui précède	1 690,61	1 620,42	4,3	134,934	129,159	4,5	16,2
Dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	3 554,51	5 032,98	-29,4	283,698	401,163	-29,3	33,9
Réduction de la dette	4,69	1 444,51	-99,7	0,375	115,137	-99,7	0,0
Dons par le biais d'organisations internationales	1 860,06	1 972,83	-5,7	148,458	157,248	-5,6	17,7
Dons excluant ce qui précède	1 689,76	1 615,64	4,6	134,866	128,778	4,7	16,1
Coopération technique*	3 690,25	3 543,47	4,1	294,532	282,438	4,3	35,4
Coopération technique (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)*	3 678,51	3 533,76	4,1	293,595	281,664	4,2	35,1
Total des dons	7 245,61	8 581,23	-15,6	578,298	683,982	-15,5	69,6
Total des dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	7 233,02	8 566,74	-15,6	577,293	682,827	-15,5	68,9
Prêts d'APD et autres crédits	-445,10	-1 719,93	74,1	-35,525	-137,090	74,1	-4,3
Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue	-440,53	-372,21	-18,4	-35,160	-29,668	-18,5	
(Valeur des prêts versés)	7 740,16	7 614,07	1,7	617,770	606,893	1,8	
(Valeur des prêts remboursés)	8 185,26	9 334,00	-12,3	653,295	743,983	-12,2	
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	8 180,69	7 986,28	2,4	652,930	636,561	2,6	
Prêts d'APD et autres crédits (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	-356,33	-1 623,76	78,1	-28,440	-129,424	78,0	-3,4
(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	-351,75	-276,04	-27,4	-28,075	-22,002	-27,6	
(Valeur des prêts versés)	7 701,33	7 536,97	2,2	614,671	600,747	2,3	
(Valeur des prêts remboursés)	8 057,65	9 160,72	-12,0	643,110	730,172	-11,9	
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	8 053,08	7 813,00	3,1	642,745	622,750	3,2	
APD bilatérale globale	6 800,51	6 861,30	-0,9	542,773	546,893	-0,8	65,3
APD bilatérale globale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	6 876,69	6 942,98	-1,0	548,854	553,403	-0,8	65,5
Contributions et financements aux organisations multilatérales	3 616,84	3 888,42	-7,0	288,673	309,933	-6,9	34,5
APD nette globale	10 417,34	10 749,72	-3,1	831,446	856,826	-3,0	100,0
APD nette globale (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	10 493,53	10 831,40	-3,1	837,526	863,336	-3,0	100,0
APD brute globale	18 602,61	20 083,72	-7,4	1 484,741	1 600,809	-7,3	
APD brute globale (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	18 551,18	19 992,13	-7,2	1 480,637	1 593,508	-7,1	
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	6 149,33	6 088,66	1,0	490 799,80	485 307,80	1,1	
Pourcentage du RNB	0,17	0,18		0,17	0,18		
Pourcentage du RNB (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	0,17	0,18		0,17	0,18		

Notes : 1. Les 21 pays retirés de la liste du CAD qui ont bénéficié de l'APD sont : Hong Kong, Singapour, Brunei, Bahreïn, Israël, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Barbade, Trinité-et-Tobago, Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Chypre, Malte, Slovaquie, Croatie, Estonie, Lettonie et Lituanie.
2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2012 : 1 USD = 79,8136 JPY (dépréciation de 0,1068 par rapport à 2011)
3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
4. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.
5. Par le passé, les dons transitant par les organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et financements aux organisations multilatérales ». Cependant, depuis 2006, s'ils sont destinés à des pays bénéficiaires identifiés au moment de la contribution, ils sont considérés comme des « dons » pour les pays concernés.
6. À partir de 2011, les dons pour les projets d'ONG ont été inclus dans les dons des pays concernés.
* La coopération technique comprend les dépenses administratives et de développement de l'éducation.

4 Les tendances de l'aide au développement à l'échelle internationale

Comme l'illustrent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) [voir pages 62 et 63], l'une des tendances récentes a été l'accélération de la mise en place d'objectifs communs par la communauté internationale, où différents pays et organisations coordonnent leur aide pour atteindre ces objectifs. Si auparavant, la coopération et la coordination de l'aide portaient sur des projets individuels, ces dernières années l'aide au développement met davantage l'accent sur l'appropriation des pays partenaires, dont les plans de développement et les priorités sont soutenus conjointement par les pays donateurs et les agences d'aide, qui travaillent ensemble à l'atteinte des objectifs de développement de ces pays. Les bailleurs de fonds doivent donc adapter leur aide aux priorités définies dans les stratégies de développement des pays partenaires.

5 Répartition de l'APD japonaise

Les décaissements nets d'APD réalisés par le Japon en 2012 se décomposent à hauteur d'environ 6 876,7 millions USD (environ 548,9 milliards JPY) en aide bilatérale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'aide) et pour 3 616,8 millions USD (environ 288,7 milliards JPY) en contributions et financements aux organisations internationales. L'APD totale du Japon a atteint près de 10 493,5 millions USD, soit une baisse de 3,1 % (3,0 % pour 837,5 milliards JPY) par rapport à l'exercice 2011. Ce montant classe le Japon au cinquième rang des États membres du Comité d'aide au

développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

En 1989, le Japon est devenu le premier bailleur mondial d'APD, devançant les États-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place. Le Japon est demeuré en tête du classement des pays membres du CAD pendant huit ans, de 1993 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et, hormis un sursaut notable en 2005, son déclin s'est amorcé progressivement.

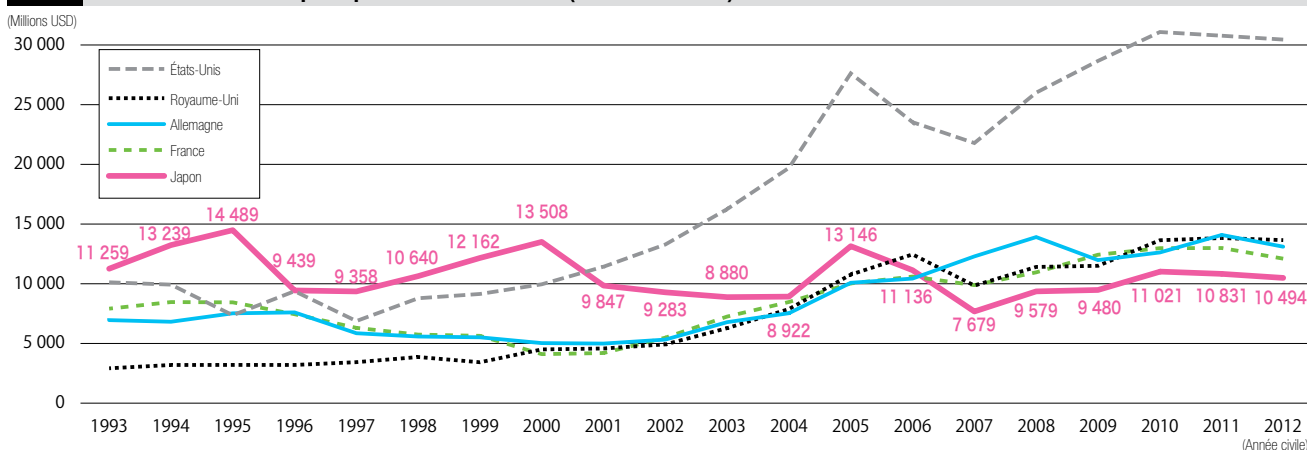
Avec un ratio APD/PNB de 0,17 %, le Japon se situe à la 20^e place parmi les 24 pays membres du CAD.

Tableau 5 Aperçu du budget d'APD du MOFA pour l'exercice 2013 (Milliards JPY)

	Exercice 2012		Exercice 2013	
	Budget	Variation 2012/2013	Budget	Variation 2012/2013
Budget du gouvernement	561,2	-2,0%	557,3	-0,7%
Budget du ministère	418,0	0,3%	421,2	0,7%
Dons	161,6	6,4%	164,2	1,6%
Dons versés au budget général de la JICA	145,4	0,2%	146,9	1,1%
Contributions et donations	51,2	15,6%	49,9	-2,5%
Aide pour activités de soutien	59,8	1,8%	60,1	0,4%

*Le budget d'APD du ministère des Affaires étrangères japonais (MOFA) pour l'exercice 2012 était de 418,2 milliards JPY, y compris l'aide à la restauration et à la reconstruction gérée dans le cadre d'un compte spécial.
Source : Site internet du MOFA

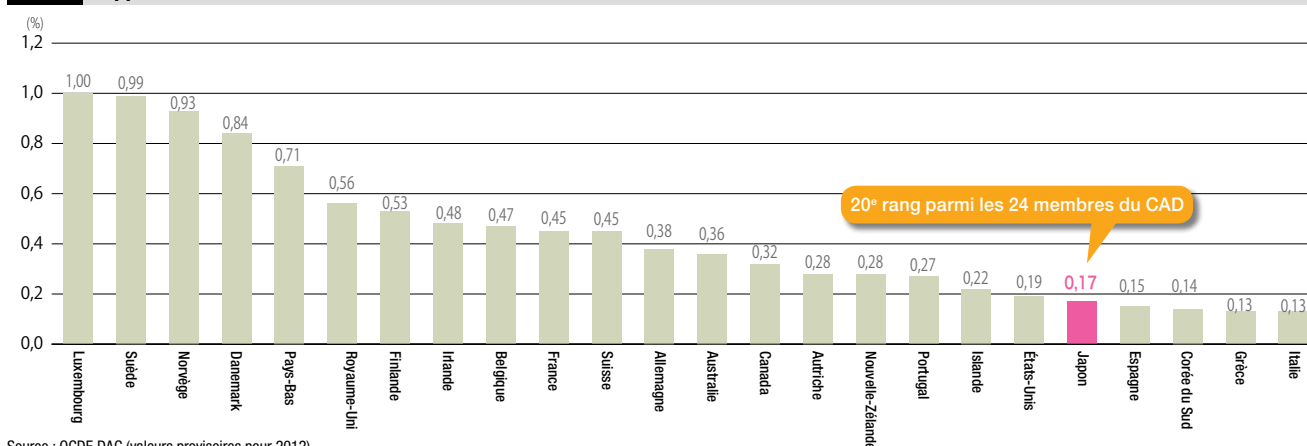
Figure 3 Évolution de l'APD des principaux membres du CAD (versements nets)



Source : OCDE DAC

1. Hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'aide 2. Les valeurs indiquées pour 2012 sont provisoires.

Figure 4 Rapport APD/RNB des membres du CAD



Source : OCDE DAC (valeurs provisoires pour 2012)